

COMMUNE DE
WIMEREUX

**DÉCLARATION PRÉALABLE MODIFICATIVE
DÉLIVRÉE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

DESCRIPTION DE LA DEMANDE	Référence dossier
<p>Demande déposée le 26/02/2025</p> <p>Complétée le 12/05/2025</p>	<p>N° DP 62893 21 00187 M01</p>
<p>Par : SCI LE PUIITS SAUVAGE REPRÉSENTÉE PAR MME ANGÉLIQUE LEGRAND</p>	
<p>Demeurant à : 2 chemin des Garennes - Lieudit "La Ronville" 62930 WIMEREUX</p>	<p>Surfaces de plancher : / m²</p>
<p>Représenté par :</p>	
<p>Pour : Réduction de l'emprise de façade rénovée avec nouvelles menuiseries et rejointement des maçonneries</p>	
<p>Sur un terrain sis à : 2 chemin des Garennes - Lieudit "la Ronville" 62930 WIMEREUX</p>	

Le Maire de WIMEREUX,

Vu la demande de Déclaration Préalable de Construction modificative n° : DP 62893 21 00187 M01 susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de la Communauté d'agglomération du Boulonnais approuvé le 06/04/2017 et modifié les 29/06/2023 et 11/04/2024,

Vu le règlement de la zone A-AI,

Vu le Site Patrimonial Remarquable approuvé le 13/02/2020,

Vu l'avis de dépôt de la demande de déclaration préalable n° DP 62893 21 00187 M01 publié par voie électronique sur le site internet de la commune le 03/03/2025,

Considérant que le projet porte sur la ou les parcelles cadastrées AC20 AC21 AC22 AC23 classées en zone A-AI de la commune de WIMEREUX,

Considérant que le projet de modification consiste en la réduction de l'emprise de façade rénovée avec les nouvelles menuiseries et le rejointement des maçonneries,

Considérant que le projet respecte les dispositions du règlement de la zone A-AI,

ARRETE

ARTICLE UNIQUE : Il n'est pas fait opposition aux travaux repris dans la présente déclaration préalable.

#signature#

La présente décision est transmise au Représentant de l'État dans les conditions prévues aux articles L2131-1 et L2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales et L 424-7 du code de l'urbanisme. Elle est exécutoire à compter de sa transmission.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- DROITS DES TIERS : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

- DELAIS ET VOIES DE RECOURS : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Tout recours administratif ou contentieux doit, sous peine d'irrecevabilité, être notifié à l'auteur de la décision et au bénéficiaire du permis ou de la décision prise sur déclaration préalable. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours (art. R 600-1 du code de l'urbanisme).